



KPMG S.A.
Economie Sociale et Solidaire
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 22 00
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 18
Site internet : www.kpmg.fr

Association Planète Enfants & Développement

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017
Association Planète Enfants & Développement
53 boulevard de Charonne - 75011 Paris
Ce rapport contient 21 pages
Référence : BB/YK/IH

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG S.A.
Economie Sociale et Solidaire
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 22 00
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 18
Site internet : www.kpmg.fr

Association Planète Enfants & Développement

Siège social : 53 boulevard de Charonne - 75011 Paris

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Assemblée Générale de l'Association Planète Enfants & Développement,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note F de l'annexe expose les modalités d'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources décrites dans la note F de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC n°2008-12 et ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 16 juin 2018

KPMG S.A.



Bernard Bazillon
Associé

BILAN

PLANETE ENFANTS & DEVELOPPEMENT

Au 31/12/2017

EUROS

Actif		Exercice 2017			Exercice précédent
		Montant brut	Amort. Ou Prov.	Montant net	2016
Actif immobilisé	immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Concessions, logiciels et droits similaires	3 832	783	3 049	
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				1 000
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Total	3 832	783	3 049	1 000
	immobilisations corporelles				
Actif circulant	Terrains	26 670		26 670	26 670
	Constructions	226 763	47 619	179 144	183 680
	Inst. Techniques, mat. Out. Industriels	49 181	18 910	30 271	32 047
	Autres immobilisations corporelles	36 738	35 949	789	2 130
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Total	339 352	102 478	236 874	244 527
	immob. Financières (2)				
	Participations				
Actif circulant	Créances rattachées à des part.				
	Titres immob. Activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	4 715		4 715	6 490
	Total	4 715		4 715	6 490
	TOTAL I	347 899	103 260	244 639	252 017
	stocks et encours				
	Matières premières, approvisionnement				
Actif circulant	En cours de production, biens et services				
	Produits intermédiaires et finis	778		778	2 010
	Marchandises	2 133		2 133	2 930
	Total	2 911		2 911	4 940
	créances (3)				
	Avces et acptes versés sur commandes	4 424		4 424	1 982
	Créances usagers et comptes rattachés				
	Autres créances	579 060	58 643	520 417	400 576
	Total	583 484	58 643	524 841	402 558
	divers				
Actif circulant	Autres titres immobilisés				
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	613 840		613 840	752 205
	Charges constatées d'avance (4)	501		501	6 174
	TOTAL II	1 200 736	58 643	1 142 093	1 165 877
	Charges à répartir sur plusieurs exercices				
	Prime de remboursement des emprunts				
	Ecart de conversion actif				
	Total de l'actif (I+II+III+IV+V)	1 548 635	161 903	1 386 732	1 417 894
Renvois	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an(brut) des immobilisations financières				
Engagements reçus	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				
	Legs nets à réaliser acceptés par les organismes statutairement compétents				
Engagements reçus	Legs nets à réaliser par l'organisme de tutelle				
	Dons en nature restant à vendre				
	Autres				

BILAN
PLANETE ENFANTS & DEVELOPPEMENT

Au 31/12/2017

EUROS

Passif (avant répartition)		Exercice 2017	Exercice précédent 2016
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise (legs, donations, sub. Inv bien)	465 304	467 913
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		22 127
	Report à nouveau	110 443	282 189
	Résultat de l'exercice	-140 455	-196 482
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatif avec droit de reprise		
	Apports		
	Legs et donations		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Ecart de réévaluation		
	Sub.d'investissement sur biens non renouv. par l'organisme		
	Provisions réglementées		
	Droit des propriétaires (commodat)		
Total		435 292	575 747
Fonds dédiés	Provisions pour risques	10 000	10 000
	Provisions pour charges	315 762	221 746
	Fonds dédiés		
	- Sur subventions de fonctionnement	103 830	105 320
	- Sur autres ressources		
Total		429 592	337 066
Dettes	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers (3)	338	378
	Avances et acomptes reçus	47	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34 805	42 548
	Dettes fiscales et sociales	49 070	50 020
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	24 020	8 009
	Produits constatés d'avance (1)	413 568	404 126
	Total	521 848	505 081
	Ecart de conversion - Passif (IV)		
	Total		
Total du passif (I+II+III+IV)		1 386 732	1 417 894
Renvois	(1) Dont à plus d'un an		
	Dont à moins d'un an		
	(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
	(3) Dont emprunts participatifs		

COMPTE DE RESULTAT

Au 31/12/2017

EUROS

		Exercice 2017	Exercice 2016
Produits d'exploitation	Vente de marchandises	6 099	12 419
	Production vendue { Biens	4 994	9 083
	Services liés à des financements réglementaires		
	Autres services	13 989	15 707
	Montant net du chiffre d'affaire (dont à l'exportation :		
	Production stockée	-1 232	755
	Production immobilisée		
	Produits nets partiels sur opérations à long terme		
	Subventions d'exploitation	1 444 274	1 360 314
	Reprise sur provisions (et amortissements), transfert de charges	201	1 484
Charges d'exploitation	Colisations	32 945	33 092
	Autres produits (1)	198 514	241 228
	Total des produits d'exploitation	1 699 783	1 674 083
	Marchandises { Achats	5 508	5 194
	Variation de stocks	797	-1 453
	Matières premières et approvisionnement { Achats		2 478
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (3)	500 052	403 085
	Impôts, taxes et versements assimilés	959	2 821
	Salaires et traitements	181 772	213 177
Charges financières	Charges sociales	137 469	136 291
	Autres charges de personnel (2)	486 068	568 562
	Dotations { - sur immobilisations { amortissements	8 435	8 832
	d'exploitation { - sur actif circulant : provisions		
	Subventions accordées par l'association		
	Autres charges	410 422	397 577
	Total des charges d'exploitation II	1 731 482	1 736 564
	Résultat d'Exploitation	-31 699	-62 480
	Excédents ou déficits transférés III		
	Déficits ou excédents transférés IV		
Produits financiers	Produits financiers de participations		
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créance d'actif immobilisée		
	Autres intérêts et produits assimilés	714	1 461
	Reprises sur provisions, transferts de charges		766
	Différence positive de change	7 106	9 145
Charges financières	Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers V	7 820	11 371
	Dotations financières aux amortissements et provisions		
	Intérêts et charges assimilés		
	Différences négatives de change	29 555	14 965
Charges financières	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières VI	29 555	14 965
	Résultat financier (V-VI)	-21 735	-3 594
	Résultat courant avant impôt (I+II+III-IV+V-VI)	-53 433	-66 074
	(1) dont : Dons	197 563	240 997
Renvois	Legs et donation		
	Produits liés à des financements réglementaires		
	Ventes de dons en nature		
	(2) dont personnel de droit local	295 161	394 203
	(3) Y compris redevances de crédit-bail mobilier		
	immobilier		

COMPTE DE RESULTAT

Au 31/12/2017

EUROS

		Exercice 2017	Exercice 2016
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opération de gestion		
	Produits exceptionnels sur exercice antérieur	68	1 786
	Produits des cessions d'éléments d'actif		
	Reprises sur provisions et transfert de charges	6 321	
	Total des produits exceptionnels VII	6 389	1 786
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opération de gestion		
	Charges exceptionnelles sur exercice antérieur	366	1 197
	Valeur comptable s/cessions d'éléments d'actif		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital*		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	94 496	171 746
	Total des charges exceptionnelles VIII	94 862	172 943
	Résultat exceptionnel (VII-VIII)	-88 472	-171 158
	Participation des salariés aux résultats IX		
	Impôts sur les sociétés X	39	
	Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs XI	105 320	146 070
	Engagement à réaliser sur ressources affectées XII	103 830	105 320
	Total des produits XIII	1 819 313	1 833 310
	Total des charges XIV	1 959 767	2 029 792
	Excédent ou déficit (XIII-XIV)	-140 455	-196 482
Evaluation des contributions volontaires en nature			
Produits			
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
Charges			
	Secours en nature		
	Mise à disposition de biens et services		
	Personnel bénévole		



Association

Planète Enfants & Développement

Annexe
aux comptes annuels de l'exercice clos le
31 décembre 2017

A - Principes, règles et méthodes comptables	4
B - Faits marquants	4
C - Informations relatives au Bilan.....	4
1 - Bilan actif	4
1.1 - Immobilisations corporelles – Mouvements principaux.....	4
1.2 - Immobilisations corporelles – Amortissements pour dépréciation	5
1.3 - Créances	5
1.4 - Valeurs mobilières de placement	6
1.5 - Disponibilités	6
2 - Bilan Passif	7
2.1 - Fonds associatifs.....	7
2.2 - Provisions pour risques et charges.....	7
2.3 - Fonds dédiés et avances reçues.....	8
D - Informations relatives au compte de résultat	9
1 - Produits.....	9
2 - Charges	10
E - Autres informations	10
1 - Effectif moyen	10
2 - Informations relatives à la rémunération des dirigeants.....	10
3 - Information concernant le Droit Individuel à la Formation.....	10
4 - Information sur les honoraires du commissaire aux comptes	11
F - Compte d'emplois annuel des ressources collectés auprès du public	11
1 - Définition des missions sociales	13
2 - Définition des ressources issues de la générosité du public	13
3 - Règles d'affectation et répartition des couts et ressources	13
4 - Contributions volontaires en nature	14

A. - Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC 2014-03 relatif à la réécriture du plan comptable général et pris en compte le règlement n°99-01 au titre des règles de comptabilisation des domaines spécifiques : règles d'évaluation, de réévaluation des éléments du patrimoine, des contributions volontaires en nature.

L'association a arrêté ses comptes en respectant également le règlement n°2004-06 du 23 novembre 2004 du CRC relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs qui définit la notion « d'actifs » et leurs règles de comptabilisation et traite de leur évaluation initiale. Les règles relatives à leur évaluation postérieure (amortissement, dépréciation) ont faisant l'objet du règlement n°2002-10 du CRC ont également été appliquées.

L'association a procédé à la comptabilisation des fonds dédiés en respectant le règlement n°99-01 du CRC.

B. - Faits marquants

En 2017, l'association est intervenue au Burkina Faso, Cambodge, Népal et Vietnam, comme l'année précédente.

L'activité de l'association s'est répartie entre programmes d'accompagnement familial, de services à la petite enfance, d'insertion professionnelle, de protection contre les violences, et, de façon marginale de santé maternelle et reproductive.

Les charges liées aux missions sociales ont représenté 87% des dépenses, tandis que 13% des charges ont été constituées des frais administratifs, de communication et de recherche de fonds.

L'absence pendant 8 mois d'une personne en charge notamment de l'action de plaidoyer en France, a influé sur les coûts et leur répartition : les charges de personnel ont baissé et le volume d'activités dédié à l'action France également.

C. - Informations relatives au Bilan

1 - Bilan actif

1.1 - Immobilisations corporelles – Mouvements principaux

En application du règlement n° 2004-06 du 23 novembre 2004 du CRC, la variation des immobilisations entre 2016 et 2017 se détaille comme suit (en €) :

Compte	Libellé	Total au 31/12/16	Augmentation	Diminution	Total au 31/12/17
205000	Logiciels	3 380	3 832	3 380	3 832
237000	Immobilisation incorporelles en cours	1 000		1 000	0
211000	Terrain	26 670			26 670
213100	Bâtiments & Infrastructure	226 763			226 763
218100	Installations Générales	49 181			49 181
218200	Matériel de transport	11 456			11 456
218300	Mat. Bureau informatique	20 500		574	19 926
218400	Mobilier	5 356			5 356
Total Immobilisations		344 306	3 832	4 954	343 184

La variation concerne principalement la mise en route du nouveau site internet.

La cession des immobilisations relatives à la propriété d'Egarande, d'une valeur brute de 300.000€, est soumise à conditions telles que stipulées dans l'acte de donation.

1.2 - Immobilisations corporelles – Amortissements pour dépréciation

En application du règlement n° 2002-10 du CRC, les modes et durées d'amortissements sont les suivants :

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Infrastructure-bâtiments	Linéaire	50 ans
Installations techniques, générales	Linéaire	2 à 30 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 ans

La variation des amortissements entre 2016 et 2017 se détaille comme suit (en €):

Compte	Libellé	Total au 31/12/16	Augmentation	Diminution	Total au 31/12/17
280500	Logiciels	3 380	783	3 380	783
281300	Bâtiments & Infrastructure	43 083	4 535		47 619
281810	Installations Générales	17 135	1 776		18 910
281820	Matériel de transport	11 456	0		11 456
281830	Mat. Bureau informatique	18 370	1 341	574	19 137
281840	Mobilier	5 356	0		5 356

1.3 - Créances

Les autres créances, pour un montant brut de 579 060 €, se décomposent comme suit :

	Total au 31/12/16	Total au 31/12/17
Subventions à recevoir	348 419	441 699
Débiteurs divers	116 641	137 361
Produits à recevoir		
Total Brut	465 060	579 060
Dépréciation de créances	-64 484	-58 643

- Subventions à recevoir à moins d'1 an :

Sont portées en subventions à recevoir, les subventions obtenues mais non encaissées sur l'exercice concernant des programmes en cours de développement.

- Débiteurs divers à moins d'1 an :

Le solde du compte Débiteurs divers se détaille comme suit (en €):

	31/12/16	31/12/17
Avances partenaires Burkina Faso	2 591	10 080
Avances partenaires Vietnam	238	1 099
Avances partenaires Népal	599	6 761
Avances partenaires Cambodge	29 914	35 380
Avance Personnel Terrain	152	188
Organismes sociaux (2)	14 128	10 721
Autres Crédeurs externes	2 660	1 179
Hello Asso	4 982	8 995
Alvarum	1 115	0
Créances & avances Personnel siège (1)	60 262	55 957
TOTAL	116 641	130 361

(1) Provisionné à hauteur de 52 638 euros

(2) Provisionné à hauteur de 6 005 euros

- Dépréciations créances

- La créance vis-à-vis d'un ancien salarié est dépréciée à hauteur de 52 638 €, en diminution de 6021€ suite aux remboursements reçus en 2017.
- La créance sur le CFE est dépréciée à hauteur de 6 005 €.

1.4 - Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement (VMP) sont évaluées à leur coût d'acquisition (hors frais bancaires). En cas de cession de titre de même nature, la méthode de valorisation des VMP est la méthode « premier entré premier sorti ».

L'association ne détient pas de valeurs mobilières de placement au **31/12/2017**.
Pour mémoire, au **31/12/2016** les valeurs mobilières de placements s'élevaient à **0€**.

1.5 - Disponibilités

Les disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours mensuel inforeuro de décembre 2017, soit :

Burkina-Faso	1 € =	655,957 XOF
Cambodge	1 € =	4 833,00 KHR
Etats-Unis	1 € =	1,1827 USD
Népal	1 € =	123.51 NPR
Vietnam	1 € =	26 865 VND

Après conversion aux taux mentionnés ci-dessus, les disponibilités nettes en banque et caisses s'élèvent à **613 840€ au 31/12/2017** contre **752 205€ au 31/12/2016**.

2 - Bilan Passif

2.1 - Fonds associatifs

Les fonds propres et les fonds associatifs au 31 décembre 2017 s'élèvent à **435 292 €** et sont constitués des éléments suivants :

Compte	Libellé	Comptes au 31/12/16	Reprise	Affectation	Comptes au 31/12/17
102	Fonds associatif sans droit de reprise	467 913		-2608,7	465 304
106	Réserves	22 127		-22127,3	0
110	Report à nouveau	282 189		-171746,0	110 443
120	Résultat de l'exercice 2017			-140 455	-140 455
120	Résultat de l'exercice 2016	-196 482	196 482	0	0
	Total	618 482	196 482	-336 937	478 027

2.2 - Provisions pour risques et charges

Détail des provisions	au 31/12/2016	Augmentation	Diminution	au 31/12/2017
Litige UE sur projet Dablo Pensa (1)	221 746			221 746
Prov. Risque prud'hommal (2)	10 000			10 000
Prov. Risque sur audits UE (3)		94 016		94 016
	231 746	94 016	0	325 762

- (1) Le litige avec la commission européenne est provisionné à 100%, suite à son probable dénouement défavorable.
- (2) Le litige porte sur une demande de requalification en contrat de travail d'un contrat de volontaire de solidarité international. Le volontaire a été débouté de ses demandes en première instance, toutefois la provision est maintenue compte tenu de l'appel en cours.
- (3) La provision risque sur audits UE concerne le niveau maximum de risque suite aux audits réalisés en 2017 et début 2018 sur des projets clôturés (montant des dépenses auditées : 6 158 602 euros).

2.3 - Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont stables, à **103 830€ au 31/12/2017** pour **105 320€ au 31/12/2016**, et se présentent de la façon suivante :

- Décomposition par pays

Pays	Fonds dédiés au 31/12/2016	Fonds affectés en 2017	Charges sur projets	Fonds dédiés au 31/12/2017
Burkina Faso	30 590	397 098	427 688	0
Cambodge	12 170	478 716	436 016	54 870
Népal	12 560	514 304	477 904	48 960
Vietnam	50 000	219 034	269 034	0
TOTAL	105 320	1 609 151	1 610 641	103 830

- Produits constatés d'avance

Le solde du compte « produits constatés d'avance » (montant total de **413 568€** concerne des subventions reçues en 2017 et se détaille comme suit :

Origine	pays	Produits constatés d'avance au 31/12/2017
Fonds publics	Burkina Faso	81 458,00
	Cambodge	102 030,00
	Népal	72 639,00
	Vietnam	72 639,00
Fonds privés	Burkina Faso	5 275,00
	Cambodge	87 706,00
	Népal	57 560,00
	Vietnam	6 900,00
Total		413 568,00

2.4 - Dettes fournisseurs & comptes rattachés

Le poste « Dettes fournisseurs & comptes rattachés » comprend les factures non parvenues ou non arrivées à échéance, liées à l'activité courante de l'association. Elles sont toutes à échéance de moins d'un an. Le solde de ce compte s'élève à **34 805€ au 31 décembre 2017** contre **42 548€ au 31 décembre 2016**.

2.5 - Dettes fiscales et sociales

Le poste « Dettes fiscales et sociales » se décompose comme suit (en €):

	31/12/16	31/12/17
Rémunérations dues	1 060	1 057
Organismes sociaux	26 235	24 442
Provision congés payés	21 512	22 573
Etats et autres collectivités publiques	93	39
Formation continue	1 120	959
TOTAL	50 020	49 070

2.6 - Autres dettes

Les autres dettes ont évolué comme suit (en €)

	31/12/16	31/12/17
Partenaires	7 603	2 833
Créditeurs divers	406	3 731
Solde sur projet à rétrocéder	0	17 456
TOTAL	8 009	24 020

D. Informations relatives au compte de résultat

1 – Produits

Les produits par financeur s'élèvent à :

Financeur	2016	%	2017	%
Union Européenne	36 057	2,2%	0	
Agence Française de Développement	364 119	21,8%	610 629	35,9%
Région Rhône-Alpes	107 854	6,4%	22 340	1,3%
Subventions locales d'origine publique	44 617	2,7%	48 978	2,9%
autres subventions publiques	39 127	2,3%	49 793	2,9%
Fondations & mécénat d'entreprise	317 001	18,9%	106 242	6,3%
Autres fondations	305 087	18,2%	430 007	25,3%
Associations	82 500	4,9%	71 191	4,2%
Subventions locales d'origine privée	95 743	5,7%	109 107	6,4%
autres subventions privées	1 356	0,1%	2 188	0,1%
Donateurs privés	248 456	14,8%	226 915	13,3%
Cotisations et divers	32 167	1,9%	22 393	1,3%
TOTAL	1 674 083	100%	1 699 783	100%
fonds dédiés	146 070		105 320	
produits financiers	11 371		7 820	
produits exceptionnels	1 785		6 389	
TOTAL PRODUITS	1 833 310		1 819 313	

2 – Charges

La répartition des charges 2017 par destination est la suivante (en €) :

	2016		2017	
	montant K€	%	montant K€	%
Burkina Faso	413 753	20%	419 376	21%
Cambodge	415 870	20%	460 223	23%
Népal	468 775	23%	499 544	25%
Vietnam	357 643	18%	239 504	12%
France	12 292	1%	2 281	0%
Coordination multi-pays	72 134	4%	81 168	4%
Total Missions	1 740 466	86%	1 702 096	87%
Total Siège	289 326	14%	257 671	13%
TOTAL	2 029 792	100%	1 959 767	100%

E. – Autres informations

1 - Effectif moyen (en équivalent temps plein)

Catégorie	Personnel salarié	
	inscrit	interne
Cadre	3,4	2,6
Non Cadre	2,0	2,0
Total de l'effectif	5,4	4,6

2 – Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n° 206-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 77 194€.

3 – Information concernant le Compte Personnel de Formation

C.P.F.	Volume d'heures
Cumul des droits acquis par les salariés au cours de l'exercice	115.70
Cumul n'ayant pas fait l'objet d'une demande de salariés	115.70

4 - Information sur les honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice 2017 s'élève à 5 100€ H.T.

F. Compte d'emplois annuel des ressources collectés auprès du public

Le Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public est établi en application de l'article 9 de l'ordonnance n°2005-856 du 28 juillet 2005 qui décrit les modalités retenues pour le compte emploi annuel des ressources prévu à l'article 4 de la loi n°91-772 du 7 août 1991.

Le Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public est conforme au nouveau modèle homologué par l'Arrêté du 11 décembre 2008 portant homologation du règlement n° 2008-12 du Comité de la réglementation comptable.

2017 - COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES GLOBALISE AVEC AFFECTATION DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC PAR TYPE D'EMPLOI					
EMPLOIS	Emplois de N = comptes de résultat	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur N	RESSOURCES	Ressources collectées sur N = comptes de résultat	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur N
			REPORT DES RESSOURCES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN DEBUT D'EXERCICE		165 304
1 - MISSIONS SOCIALES ¹	1 504 251	174 127	1 - RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	197 563	197 563
1.1. Réalisées en France	2 281	2 281	1.1. Dons et legs collectés	61 690	61 690
- Actions réalisées directement	2 281	2 281	- Dons manuels non affectés	44 713	44 713
- Versements à d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels affectés	16 977	16 977
1.2. Réalisées à l'étranger	1 501 969	171 845	- Legs et autres libéralités non affectés		
- Actions réalisées directement	1 091 686	124 903	- Legs et autres libéralités affectés		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes	410 284	46 942	1.2. Autres produits liés à l'appel à la générosité du public	135 873	135 873
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	128 172	11 680	2 - AUTRES FONDS PRIVES	729 048	
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	63 808	5 815	3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	715 227	
2.2. Frais de recherche des autres fonds privés	48 273	4 399	4 - AUTRES PRODUITS	65 834	
2.3. Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics	16 091	1 466			
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	129 019	11 757			
SOUS-TOTAL		197 563			
I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	1 761 442		I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	1 707 672	
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS	94 496		II - REPRISE DES PROVISIONS	6 321	
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	103 830		III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	105 320	
			IV - VARIATION DES FONDS DEDIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC (cf tableau des fonds dédiés)		
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	-		V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	140 455	
V - TOTAL GENERAL	1 959 767		VI - TOTAL GENERAL	1 959 767	197 563
VI - Part des acquisitions d'immuebles brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public					
VII - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public					
VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		197 563	VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		197 563
			SOLDE DES RESSOURCES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE		165 304
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
Missions sociales			Bénévolat		
Frais de recherche de fonds			Prestations en nature		
Frais de fonctionnement et autres charges			Dons en nature		
Total	0		Total		0,00

¹ Ou dépenses opérationnelles

1 - Définition des missions sociales

PE&D est une ONG de développement dont la mission consiste à concevoir et mettre en œuvre des projets qui permettent *d'améliorer les conditions de vie, de santé et d'éducation des enfants particulièrement défavorisés*, et de manière indissociable, de leurs mères et plus largement des communautés dont ils font partie.

PE&D se définit comme un opérateur direct de projets de développement. Ses actions prennent en compte les besoins et les aspirations des bénéficiaires, suscitent leur participation. PE&D veille à l'ajustement permanent des projets à la réalité du terrain.

La définition d'actions pérennes est une préoccupation présente dès la conception de projets à travers la recherche d'une approche pragmatique, d'une économie de moyens et le renforcement des capacités des bénéficiaires.

Les secteurs de la Santé, de l'Education et du Travail social, dits « prioritaires », constituent le cœur de métier de PE&D, pour lesquelles l'association détient une expertise propre et un savoir-faire. Sur les projets de développement intégrés, lorsque les besoins nécessitent de mettre en œuvre des activités dans les secteurs de l'Eau, de l'Agriculture ou du Développement Economique, PE&D recherche et conclut des partenariats avec d'autres organisations.

Le développement étant le résultat combiné des efforts des communautés, des autorités locales, des ONG locales et des services publics, PE&D cherche à établir une véritable coordination entre tous les acteurs pour la mise en place des activités.

PE&D aide les ONG locales partenaires à se professionnaliser dans leur domaine de compétences et les soutient institutionnellement de manière à ce qu'ils poursuivent ensuite leurs activités de manière autonome, voire indépendante.

PE&D n'exclut pas d'intervenir pour une urgence qui surviendrait sur ses lieux d'implantation.

2 - Définition des ressources issues de la générosité du public

Ce sont :

- les dons ponctuels des particuliers (selon la demande des donateurs, ils sont affectés ou non à un projet).
- les dons mensuels des particuliers

3 - Règles d'affectation et répartition des coûts et ressources

Dépenses de missions sociales :

- Les dépenses directes des missions sociales correspondent à l'ensemble des dépenses courantes réalisées sur le terrain ainsi que les coûts de personnel volontaire (VSI) et le personnel local.
- Les dépenses indirectes des missions sociales concernent les frais de personnel du siège : les chefs de secteur et le directeur général. Le calcul du coût de ces derniers se fait sur la base du déclaratif du temps passé sur les missions.

Après utilisation des subventions affectées, le solde de ces emplois est financé par des ressources collectées auprès du public pour 183k€.

Frais de recherche de fonds :

- Frais d'appel à la générosité du public :
 - Les coûts de réalisation et d'envoi du bulletin trimestriel, calculés en fonction du nombre de pages du bulletin sur lesquels PE&D sollicite la générosité du public.
 - Les frais bancaires liés aux dons en ligne
- Frais de recherche des autres fonds privés :
 - Coût des personnes chargées de la recherche de fonds, calculé sur la base du déclaratif du temps passé à cette recherche.
- Charges liées à la recherche de subventions & autres concours publics :
 - Coût du directeur calculé sur la base du déclaratif du temps passé à cette recherche.

Frais de fonctionnement :

- Coût du directeur (calculé sur la base déclaratif du temps passé à l'administration et la gestion générale)
- Coût du personnel financier et administratif au siège
- Frais généraux du siège.

Le financement des coûts de fonctionnement et de recherche de fonds est assuré par les frais administratifs perçus sur les subventions, des subventions directement affectées, les recettes des événements et autres produits divers. Le solde pour 82k€ est financé par les collectes auprès du public.

4 - Contributions volontaires en nature

En 2017, 69 bénévoles ont participé à l'activité de l'association, en consacrant 405 jours au support des activités du siège ou du terrain.

Compte tenu de la diversité des activités menées, une valorisation monétaire est peu fiable. Par prudence, PE&D ne les comptabilise pas.



KPMG S.A.
Economie Sociale et Solidaire
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 22 00
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 18
Site internet : www.kpmg.fr

Association Planète Enfants & Développement

Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2017

Association Planète Enfants & Développement

53 boulevard de Charonne - 75011 Paris

Ce rapport contient 2 pages

Référence : BB/YK/IH

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG S.A.
Economie Sociale et Solidaire
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 22 00
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 18
Site internet : www.kpmg.fr

Association Planète Enfants & Développement

Siège social : 53 boulevard de Charonne - 75011 Paris

Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

Aux membres,

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du Code de commerce.

Paris La Défense, le 16 juin 2018

KPMG S.A.

Bernard Bazillon
Associé